



PLR

Les Libéraux-Radicaux
Ville de Fribourg

DP

Generalen
Freiburg

DIDIER CASTELLA

CONSEIL D'ÉTAT

ROMAIN COLLAUD

À l'issue d'une longue journée de session parlementaire, Didier Castella et Romain Collaud nous ont rejoints pour se livrer à une discussion franche au sujet de leurs candidatures au Conseil d'État. Ils ont passé en revue leurs motivations, leurs idées et les ambitions qu'ils nourrissent pour notre canton.

Profil: Pour faire écho à l'actualité, on peut dire que vous avez tous deux été frappés tôt par le virus de la politique...

Romain Collaud: En effet! En 1991, mon père a été élu au Conseil communal de Grolley sous la bannière PLR avant de rejoindre le Grand Conseil en 1996. Vous pensez donc bien que les discussions familiales tournaient souvent autour de la politique. C'est ainsi que, moi aussi, je me suis intéressé à la chose publique très tôt, jusqu'à sauter définitivement le pas en intégrant le PRD à 16 ans. En 2011, je me suis présenté à l'élection au Grand Conseil, institution que j'ai rejoint en 2014 à la suite de la démission de Pascal Kuenlin. J'ai repris la présidence du groupe parlementaire à la fin 2019.

Didier Castella: Dès l'adolescence, touché pour le virus du bien commun, j'ai été très actif dans le milieu associatif. J'ai rapidement intégré les Jeunesses libérales-radicales avec plusieurs amis. J'ai aussi rapidement pris des responsabilités au niveau des sociétés villageoises, puis à la Commune, notamment au Conseil communal où j'ai siégé durant 11 ans en tant que Vice-Syndic. En 2011, mon engouement pour la politique m'a poussé à m'engager au niveau cantonal, pour le Grand Conseil. J'ai ensuite présidé le PLR cantonal durant 6 ans avant de rejoindre le Conseil d'État en 2018. Je suis donc aujourd'hui un professionnel de la politique alors que je ne visais pas de carrière politique, la passion m'y a conduit!

Vous semblez vous entendre comme deux amis qui se connaissent depuis toujours. Était-ce une évidence de faire campagne ensemble pour cette élection?

DC: Une évidence, je ne sais pas. Mais nous avons tout de suite connu une certaine complicité dans les loisirs comme dans la politique. C'est un vrai plaisir de faire campagne avec Romain!

RC: Je confirme, il ne s'agissait pas d'une évidence. Parfois, des opportunités se présentent et font bien les choses. En effet, au fur et à mesure de nos collaborations au Grand Conseil et dans le groupe PLR, Didier et moi nous sommes liés d'amitié. Pour une campagne aussi intense, il est plus facile de collaborer avec une personne que l'on connaît bien.

DC: Nous avons également travaillé ensemble pour élaborer le *Fil bleu*, qui est le fil conducteur de la pensée du PLR fribourgeois. Nous sommes donc en accord et en harmonie avec les grands axes politiques que le PLR défend.

Quels sont vos bilans respectifs, c'est-à-dire en tant que conseiller d'État pour l'un, et en tant que chef de groupe pour l'autre?

DC: Entré au Conseil d'État en cours de législature, j'ai rapidement trouvé ma place et j'ai pu immédiatement intervenir dans de nombreux projets importants, dont le Plan climat et la digitalisation de l'administration. Je suis très heureux du bilan de ma direction pour ces trois dernières années. J'ai pu défendre et faire aboutir de nombreux dossiers. Je pense en particulier au dossier Agroscope qui a renforcé Fribourg comme leader de la branche agroalimentaire. Durant la crise du Covid-19, l'action Kariyon a également été un grand succès en valorisant notre terroir et les circuits courts, valeurs que je défends également par le biais de la présidence du Salon suisse des Goûts et Terroirs. Nous avons aussi été aux côtés des Communes, et plus particulièrement de l'Association des communes fribourgeoises dans ces moments très difficiles.

RC: J'ai repris la tête du groupe parlementaire avant la crise du Covid-19. La tâche n'a donc pas été facile. Mais le groupe PLR a été très actif, malgré le fait que nous ayons dû mener nos séances de groupe à distance. Si je ne devais citer qu'une seule victoire, je prendrais le mandat pour l'aide aux dirigeants d'entreprises, que j'ai déposé avec d'autres parlementaires PLR, et grâce auquel les indépendants et les artisans ont pu être aidés afin de maintenir l'emploi dans le canton. Ce n'était pas gagné d'avance, car le Conseil d'État y était opposé. Le PLR a montré son engagement envers les indépendants, envers l'emploi, c'est capital.

Jusqu'à présent, comment se déroule votre campagne? Y a-t-il une grosse logistique à mettre en place? Travaillez-vous ensemble?

RC: Avec Didier, nous menons une campagne commune. C'est une grande logistique et organisation et le temps qui y est consacré est énorme. Je tiens ici à relever le soutien fondamental du Comité central du PLR, mené par son chef de campagne cantonal Alexandre Vonlanthen. Mon chef de campagne, Kilian Deillon, mérite aussi mes remerciements tout comme les autres personnes qui s'investissent pour nous.

DC: C'est effectivement un gros investissement en temps. C'est aussi une opportunité pour rassembler le parti autour d'un objectif commun. C'est dans ce but que j'ai lancé ma précampagne à vélo, à la rencontre de tous les districts. Jour après jour, nous constatons que le parti forme une équipe soudée, formée d'individualités. J'aime dire qu'en politique, une seule personne n'est rien, car c'est toute une équipe qui gagne. Je dis donc merci à tous ceux et toutes celles qui s'investissent pour nous avec une mention particulière pour les comités de campagne et Sophie Mourra, ma cheffe de campagne.

Si vous êtes tous deux élus au Conseil d'État en novembre 2021, qu'amèneriez-vous au canton ?

RC: Étant à la tête d'une PME, je connais les défis du monde économique. Je suis persuadé que les connaissances d'une personne provenant du domaine privé avec une vision de l'entrepreneuriat apporteront beaucoup au Conseil d'État. Actuellement, une telle vision fait parfois défaut, ce d'autant plus dans la crise que nous vivons. Enfin, la plus jeune génération n'est pas représentée au Conseil d'État, et je pourrais y remédier.

DC: Avec Romain, nous pouvons amener de la proximité avec la population, car nous sommes très impliqués dans le milieu associatif. À titre personnel, ma formation de scientifique m'est très utile et amène une vision différente au Conseil d'État, notamment dans le dossier climatique. Enfin, mon expérience politique m'est de grande aide dans la compréhension des enjeux et dans l'émergence de solutions.

Quel est le rôle de Fribourg du point de vue de sa situation entre Berne et Lausanne ?

RC: Fribourg est un canton-pont entre la Suisse romande et la Suisse alémanique. Nous avons une situation centrale, à équidistance entre deux aéroports, entre la capitale fédérale et l'Arc lémanique. Nous avons donc notre épingle à tirer du jeu afin de profiter de cette situation. Pour cela, nous devons nous battre pour être encore plus attractifs.

DC: Je rejoins cet avis. Je rappelle à ce propos la création du Campus Grangeneuve-Posieux, avec l'arrivée tant attendue d'un office fédéral qui s'implante dans notre canton et nous permettra de rayonner et de devenir le leader de l'agroalimentaire en Suisse, qui conjugue innovation, tradition,

emplois et formation. Fribourg doit se profiler en tant que canton central, bilingue et doté de formations d'excellence.

RC: Fribourg a tout pour bien faire. Il n'y a qu'à citer les universités et les Hautes écoles. On a d'énormes compétences sur notre territoire. À nous de nous assurer que ces compétences restent afin de faire avancer le canton. La qualité vie est également un atout primordial.

Justement, dans vos propositions de campagne, vous dites vouloir simplifier l'implantation de nouvelles entreprises. Comment le faire concrètement ?

RC: Avant l'implantation de nouvelles entreprises, nous devons déjà nous assurer que nos propres entreprises puissent se développer dans notre canton. Pour ce faire, il faut simplifier encore les procédures administratives, notamment en ce qui concerne les permis de construire. Quand bien même cela se fait déjà de manière appuyée, la collaboration entre les Hautes écoles et le monde du travail doit perdurer et être défendue. Enfin, en ce qui concerne la création de nouvelles entreprises fribourgeoises, nous nous devons de donner des incitations via, par exemple, une loi sur l'innovation.

DC: C'est une question multifactorielle qui touche, par exemple, la fiscalité, la qualité de vie, le bilinguisme, la formation avec une vision globale et régionale. Il convient aussi de proposer des infrastructures performantes, en particulier du point de vue de la mobilité où les défis sont énormes du fait de la démographie fribourgeoise. Enfin, le canton doit soutenir l'innovation qui, soit dit en passant, se fait principalement au sein des entreprises existantes.

La croissance démographique fribourgeoise de ces 15 dernières années: une opportunité ou une malchance ?

RC: C'est une opportunité. Évidemment, la croissance démographique a un coût en termes d'infrastructures. Cependant, elle représente également une main-d'œuvre pour notre canton. À nous de mettre toutes les chances de notre côté en formant la jeunesse afin de créer des compétences.

J'AIME À DIRE QU'EN POLITIQUE, UNE SEULE PERSONNE N'EST RIEN. C'EST TOUTE UNE ÉQUIPE QUI GAGNE.

DIDIER CASTELLA



Le 16 juin dernier: les deux candidats PLR au Conseil d'État, Romain Collaud et Didier Castella, en compagnie du Président du PLRF, Sébastien Dorthe.

LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE DU CANTON EST UNE OPPORTUNITÉ [...], CAR NOUS AVONS BESOIN DE MAIN-D'ŒUVRE.

ROMAIN COLLAUD

DC: C'est une opportunité à condition que l'on s'y prépare. C'est la raison pour laquelle le PLR s'engage à investir dans les infrastructures nécessaires à absorber cette croissance. En effet, malgré l'augmentation de la population, nous devons assurer le maintien de la qualité de vie fribourgeoise, c'est-à-dire préserver notre paysage et notre patrimoine, la cohésion de notre société et des infrastructures performantes.

Quels sont les plus grands défis que doit relever le canton ces 20 prochaines années?

DC: Le grand défi actuel concerne la protection de l'environnement et du climat. À ce sujet, nous sommes condamnés à trouver des solutions, en particulier grâce aux changements comportementaux, à la technologie et à l'innovation. À titre d'exemple, le Campus de Grangeneuve-Posieux donne la possibilité à l'agriculture de développer de nouvelles méthodes qui sont plus respectueuses de l'environnement et qui garantissent une productivité

nourricière. Nous pouvons toutes et tous apporter notre pierre à l'édifice. À titre individuel, je soutiens le commerce local, je fais partie du conseil d'administration d'une société d'hydrogène en Gruyère et je suis au conseil d'administration de la SAIDEF qui valorise et recycle nos déchets.

RC: Le développement économique durable est effectivement un des grands défis à venir. La mobilité l'est également. En effet, au vu de l'augmentation de la population, nous allons au-devant d'un grand défi. Nous devons trouver des solutions à ce propos, ce qui fait partie de l'ADN du PLR.

Faut-il renforcer le bilinguisme dans le canton de Fribourg?

DC: Je m'engage activement sur la question du bilinguisme. Actuellement, je travaille sur une loi sur les langues qui a été promise lors de la constituante. Aujourd'hui, le bilinguisme est perçu, à juste titre, comme une chance, un avantage. Grâce à ses personnalités bilingues, Fribourg a une influence certaine sur la scène fédérale.

RC : Plus que renforcer le bilinguisme, il faut le développer et le valoriser. On doit inciter les francophones et les germanophones à apprendre en priorité l'autre langue, en encourageant les échanges linguistiques. Il s'agit ensuite d'un atout dans le monde du travail ! Il s'agit également d'une question de cohésion cantonale et fédérale.

Vous dites que vous voulez améliorer la gouvernance régionale. Expliquez-nous.

DC : La gouvernance régionale est un défi. Les citoyens sont de plus en plus mobiles, les frontières communales sont traversées quotidiennement pour le travail, les loisirs, etc. Cela nous oblige à avoir une vision régionale de certaines thématiques, notamment la mobilité et l'aménagement du territoire. La notion de « région » apparaît 160 fois dans les lois cantonales, mais n'est pas

clairement définie. Mon but est de proposer, cet hiver, une vraie gouvernance régionale démocratique et accessible au citoyen.

RC : Avoir une vision limitée uniquement à son territoire communal n'est plus en phase avec la réalité. Il faut une vision globale et régionale. Tout le défi de la gouvernance régionale est de maintenir les compétences communales et les services publics.

Fribourg 4.0: ça existe ou c'est un slogan politique ?

DC : La digitalisation est une nécessité. Par contre, la mise en place est difficile, car il y a beaucoup de freins, notamment en matière de protection des données et du fait des coûts élevés. Au niveau de l'office d'état civil, Fribourg a été le premier canton suisse à proposer des documents officiels numériques. Certains prérequis sont

néanmoins nécessaires pour avancer dans d'autres domaines, notamment la carte de santé électronique et l'identité électronique.

RC : Pour répondre à la question, je dirais que Fribourg 4.0 était un slogan politique qui devient réalité. D'énormes efforts ont été faits ces dernières années au sein des services de l'État. Il n'y a qu'à voir les possibilités offertes aujourd'hui en ligne. Bien entendu, certains processus sont encore perfectibles. La digitalisation doit continuer à avancer. Par contre, il ne faut pas oublier les personnes qui ne sont pas à l'aise avec la technologie, d'où la nécessité de maintenir un service public de proximité.

**PROPOS RECUEILLIS PAR
VALENTIN BARD**
Président de l'ADIR

QUESTIONS EXPRESS

SI VOUS DEVIEZ EXERCER UN AUTRE MÉTIER, LEQUEL SERAIT-CE ?

Romain Collaud : Conseiller d'État (rires) !

Didier Castella : Entrepreneur, car il s'agit du métier qui est le plus proche de mon engagement actuel : lancer des idées, investir pour le bien commun, porter et organiser la mise en œuvre de projets et sortir de sa zone de confort.

UN TRAIT DE CARACTÈRE QUI VOUS ÉPATE ?

Romain Collaud : Tous les indépendants, artisans et entrepreneurs qui n'ont pas cessé d'innover durant la pandémie.

Didier Castella : Toutes les personnes avec une vision entrepreneuriale qui, face aux problèmes, voient plutôt la solution que le problème.

UNE MUSIQUE QUE VOUS UTILISERIEZ POUR VOTRE MESSAGERIE ?

Didier Castella : Peu importe, pourvu que ce soit énergique !

Romain Collaud : *Blowing in the wind* de Bob Dylan.

LE DERNIER ENDROIT OÙ VOUS AVEZ PASSÉ DE BELLES VACANCES ?

Romain Collaud : Chez moi, à Massonnens, avec ma famille.

Didier Castella : Autour du Lac des Quatre-Cantons. J'adore ces régions entre lac et montagnes.

AVEC QUEL POLITICIEN AIMERIEZ-VOUS AVOIR UNE DISCUSSION ?

Didier Castella : Churchill, car il a connu des hauts et des bas. J'aime cette capacité de se remettre au travail malgré des échecs.

Romain Collaud : Margareth Thatcher, car être une femme Première ministre à son époque avec les défis qui se présentaient devait être une tâche colossale. Plus que ses actes, c'est son courage politique qui m'inspire.

SI VOUS DEVIEZ PARTICIPER À UNE DISCIPLINE AUX JO, LAQUELLE SERAIT-CE ?

Didier Castella : J'hésite entre un sport d'équipe et un sport individuel. Je fais néanmoins le choix du VT, car il s'agit d'endurance, de technique et de stratégie, le tout en pleine nature.

Romain Collaud : J'hésite entre le hockey et le curling. J'adore le curling pour son côté stratégique, pour la finesse. Mais je suis un grand fan de hockey et jouer un match contre le Canada me plairait beaucoup.